



Arrêt

**n° 131 544 du 16 octobre 2014
dans l'affaire X / III**

En cause : X

Ayant élu domicile : X

Contre :

l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté et désormais par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la Simplification administrative.

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA III^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 22 avril 2014, par M. X, qui se déclare de nationalité congolaise (R.D.C.), tendant à la suspension et à l'annulation des « actes pris par la partie adverse pour le requérant notifiées (*sic*) 7-4-2014 (*sic*) ».

Vu le titre Ier *bis*, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dite « la loi » ci-après.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 11 août 2014 convoquant les parties à l'audience du 26 septembre 2014.

Entendu, en son rapport, V. DELAHAUT, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me D. DAGAYARAN, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me A. DETOURNAY *loco* Me E. DERRIKS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1.1. Il ressort du dossier administratif, d'une part, que le 22 avril 2014, les autorités italiennes ont marqué leur accord pour une prise en charge du requérant et, d'autre part, qu'en date du 24 avril 2014, celui-ci a été éloigné du territoire belge, et ce sans opposition, en direction de Milan (Italie). Le Conseil constate en outre, à l'examen du dossier administratif, qu'au moment où l'exécution de la mesure d'éloignement est devenue imminente, le requérant n'a introduit aucune demande de mesures provisoires d'extrême urgence, formulée sur pied de l'article 39/85 de la loi, afin d'obtenir la suspension de ladite exécution.

Interrogé à l'audience quant à son intérêt au présent recours, le requérant, par l'intermédiaire de son avocat, a allégué conserver un intérêt à agir dans la mesure où au moment de l'introduction de son recours auprès du Conseil de céans, il était toujours sur le territoire belge.

1.2. Le Conseil estime qu'en toute hypothèse, le requérant n'a plus intérêt au recours qu'il dirigeait à l'encontre de la décision de refus de séjour querellée qui, précisément, faisait notamment état de ce que « [...] les autorités belges estiment ne pas pouvoir faire application de l'article 17.1 du Règlement 604/2013 [...]. En conséquence, le prénommé doit quitter le territoire du Royaume (...). Il sera reconduit à la frontière et remis aux autorités compétentes italiennes en Italie [...] ».

Le Conseil rappelle, en effet, que « l'intérêt tient dans l'avantage que procure, à la suite de l'annulation postulée, la disparition du grief causé par l'acte entrepris » (P.LEWALLE, Contentieux administratif, Bruxelles, Ed. Larcier, 2002, p. 653, n° 376), *quod non* dans le cas d'espèce où il n'est pas contesté que la décision querellée a été exécutée dans tous ses aspects, en ce compris celui relatif au refus de séjour opposé au requérant.

1.3. Par conséquent, il s'impose de déclarer le recours du requérant irrecevable, ceci en application d'une jurisprudence administrative constante qui considère que pour fonder la recevabilité d'une demande, l'intérêt que doit avoir le requérant à sa demande doit non seulement exister au moment de l'introduction de cette demande, mais également subsister jusqu'au prononcé de l'arrêt (dans le même sens, voir CCE, arrêt n° 20 169 du 9 décembre 2008).

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

La requête en suspension et en annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le seize octobre deux mille quatorze par :

Mme V. DELAHAUT, président f.f., juge au contentieux des étrangers,

M. A. IGREK, greffier.

Le greffier,

Le président,

A. IGREK

V. DELAHAUT